



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR/2023/n°130/8.3

Objet : OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
REGLEMENTATION PROVISOIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION

PROPRIETAIRE / DEMANDEUR : MONSIEUR SAUVAIRE – 3 RUE DE LA FRATERNITE – 30220 AIGUES-MORTES
TEL : 06.86.51.14.72 **MAIL : sandisauv@gmail.com**

ENTREPRISE : SAS AD BAT – 45 CHEMIN SAINT EXUPERY – 30250 AUBAIS
TEL : 06.85.80.26.33

DEMANDE ENREGISTRÉE : LE 06 MARS 2023

LIEU DES TRAVAUX : 3 SQUARE DE LA FERME DU Puits NEUF – 30220 AIGUES – MORTES.
NATURE DES TRAVAUX : COULAGE BETON POUR PISCINE
DUREE DES TRAVAUX : LE VENDREDI 10 MARS 2023

**MESURES PARTICULIERES : STATIONNEMENT D'UN CAMION TOUPIE – FERMETURE DE VOIE – CIRCULATION
ALTERNEE**

Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, et notamment l'Article L2213-1 –art.62 modifié par la loi n°2014—58 du 27 Janvier 2014,

Vu l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière

Vu la circulaire n° 86-230 du ministère de l'Intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de police par le maire

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les Articles du chapitre 1^{er} du titre III,

Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,

Vu le code Pénal et notamment l'Article R.610-5,

Vu le Code de la Route, notamment les Articles R 411-25, R 411-26, R.417-10-10° et L.325-1 à L.325-11,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L 111-1 et L 113-2

Vu l'arrêté municipal N°2009-155 en date du 8 avril 2009 portant réglementation sur l'occupation du Domaine Public pour Travaux,

Considérant la délibération n°DCM/2017/88/7.1/22-11/9 prise en date du 22 Novembre 2017 approuvant la mise en œuvre d'un règlement d'occupation du domaine public,

Considérant la demande formulée par Monsieur SAUVAIRE en date du 03 mars 2023,

Considérant qu'il convient de réglementer temporairement le stationnement et la circulation des véhicules en fonction de l'avancée des travaux et de prendre toutes les mesures de sécurité pendant toute la durée du chantier,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique,

ARRETE

Article 1 :

En raison d'une livraison de béton, l'entreprise SAS AD BAT est autorisée à accéder et à stationner un camion afin d'effectuer le coulage d'une chape béton au 3 Square de la ferme du Puits Neuf – 30220 AIGUES-MORTES.

- LE VENDREDI 10 MARS 2023 DE 13H00 À 14H30.

Article 2 :

Pendant toute la durée du chantier, et en fonction des besoins du chantier, la circulation des véhicules de tous genres sera interdite – SQUARE DE LA FERME DU PUIT'S NEUF - 30220 AIGUES-MORTES.

Les véhicules qui ne respecteraient pas l'interdiction seront considérés comme gênants, dans ce cas, le chef de poste de la Police Municipale ou l'agent occupant ses fonctions pourra prescrire la mise en fourrière du véhicule en infraction aux frais du propriétaire.

Article 3 :

L'entreprise SAS AD BAT est autorisée à occuper le : 3 SQUARE DE LA FERME DU PUIT'S NEUF – 30220 AIGUES - MORTES pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Le responsable du chantier prendra toutes les dispositions nécessaires pour signaler, protéger et clôturer ce chantier.

Toutes les précautions devront être prises pour la protection et le libre passage des piétons, pour maintenir en permanence la chaussée et l'accotement en parfait état de propreté et pour éviter toute dégradation du domaine public.

Le non-respect de cette réglementation entraînera la responsabilité administrative et/ou judiciaire du responsable de chantier.

Article 5 :

Les droits des riverains demeureront préservés en ce qui concerne le libre accès à leurs immeubles.

Article 6 :

Il est interdit d'utiliser la chaussée ou le trottoir pour faire du mortier ou du béton.

Article 7 :

Au terme des travaux entrepris, les trottoirs, les enrobés, les amorces de mur et autres ouvrages ou équipements publics, le revêtement de la chaussée ainsi que la voie publique devront être remis dans leur état initial. Si des dégradations étaient apportées par les travaux engendrés durant la période ou constatés après le terme du chantier, leur remise en état initial serait effectuée par et à la charge de l'entreprise selon les modalités d'exécution fixées par la commune.

Article 8 :

La signalisation temporaire réglementaire découlant des prescriptions énoncées ci-dessus sera mise en place 48h00 avant par l'entrepreneur chargé de l'exécution des travaux.

Article 9 :

Le demandeur paiera la redevance selon le tableau ci-dessous.

Les montants dus seront calculés sur la base des périodes d'occupation du domaine public, reprises dans l'arrêté municipal pris au vu des demandes des occupants.

	Jour/M ²		La Place/jour	
	1er mois	Au-delà	1er mois	Au-delà
Bennes, dépôts de terre, gravats, sable, matériaux de construction	1,00 €	1,50 €		
Containers, caissons à déchets	0,50 €	0,75 €		
IMMO camion, nacelle sur trottoir ou chaussée	1,00 €	1,50 €		
Échafaudage avec occupation au sol, étais	3,00 €	4,50 €		
Installation de chantier clôturée	3,00 €	4,50 €		

Installations bâtiments provisoires, bungalow ou bulle de vente	3,00 €	4, 50 €		
Neutralisation place de parking payante			2,00 €	3,00 €
Neutralisation place de parking non payante			5,00 €	7,50 €
Restriction de voirie	1,00 €	1,50 €		

Article 10 :

Le présent arrêté doit être affiché sur le chantier pendant toute sa durée.

Article 11 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes, 16 Avenue Feuchères, 30 000 NIMES dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 12 :

Monsieur le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,

Monsieur le directeur général des services,

Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,

Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades du Grau-du-Roi / Aigues Mortes,

Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale d'Aigues-Mortes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 07 mars 2023

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN



